



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Constat-de-faillite>

Constat de faillite

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1036 - octobre 2003 -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2006

Date de parution : octobre 2003

Description :

Gérard-Henri Brissé fait le bilan de cette politique menée depuis dix huit mois.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Il s'annonçait sous les meilleurs auspices, ce siècle de l'an 2000 ! Une croissance économique en hausse exponentielle, une cagnotte budgétaire dont on ne savait pas très bien que faire, un taux de chômage en baisse régulière, un budget excédentaire pour l'UNEDIC, en redressement pour la Sécurité Sociale. La plus forte réduction d'inégalités sociales enregistrée en deux ans. L'instauration, entre autres, de la Couverture Médicale Universelle (CMU) pour les plus démunis de tout, de l'APA en faveur des personnes âgées, de la semaine de 35 heures, et autres réformes fondamentales. Un bon bilan, en somme...

Nos compatriotes ont pris le parti d'ignorer ces acquis chers à Lionel Jospin ou de les contester, et de valider les thèses hypersécuritaires de la droite extrême.

[IMG/1036_constat.jpg]Un an et demi après l'échéance électorale, où en sommes-nous ? Par-delà les coupes sombres réalisées dans les budgets sociaux, le déficit budgétaire ne cesse de se creuser, introduisant une grave entorse au pacte de stabilité européen héritier des accords de Maastricht, qui le limite arbitrairement à 3% du produit intérieur brut. La cote d'alerte est largement dépassée. Entre parenthèses, les États-Unis font encore plus fort en ce domaine, mais personne n'y trouve à redire !

Le taux de croissance évolue plutôt vers la négative, le chômage s'envole, les faillites se multiplient, laissant la France orpheline de ses entreprises. Les enjeux jugés prioritaires dans un gouvernement de gauche que sont la recherche, l'éducation, la santé, le logement social, sont sacrifiés sur l'autel des économies budgétaires. La recherche fondamentale marque le pas, le CNRS est en faillite, l'Éducation Nationale subit une crise profonde, les "emplois jeunes" sont supprimés au profit de nouveaux postes de travail réduits à la portion congrue, ce qui, entre autres sujets de revendications, fait descendre les professeurs dans la rue. Le statut des intermittents du spectacle est revu à la baisse, ce qui fait qu'ils s'estiment floués.

On dit au bon peuple qu'il devra travailler encore plus dur et plus longtemps pour abonder les caisses de retraite, alors qu'il y a peu, la mode était à la réduction du temps de travail. On contraint les salariés à rester en poste au delà de 60 ans, alors que l'on sait bien qu'au delà de 50 ans ils sont jugés "implaçables" !

En la matière, l'imagination au pouvoir est loin d'être défailante puisque l'on a trouvé cette idée géniale de supprimer un jour de congé férié pour financer de nouvelles mesures en faveur des personnes âgées ; lorsque l'on connaît le sort réservé, à partir de 1956 et par la suite, à l'instauration de la vignette-auto, on peut être rassuré sur le bon usage ultérieur d'un tel dispositif !

Plus le mensonge est gros...

Nos compatriotes eurent en outre la désagréable surprise de constater, au retour des vacances, une sérieuse diminution de leur pouvoir d'achat. Les prix se sont envolés, en particulier ceux des denrées qui rentrent dans le panier de la ménagère, hausses qui s'ajoutent à celles des tarifs des timbres-poste, du gaz, de l'électricité, des abonnements téléphoniques, des loyers, des transports publics, etc. alors que le niveau des revenus, en particulier des salariés et des retraités, s'orientent à la baisse. Les personnes âgées n'ont pu éluder une réduction drastique de l'APA, cette précieuse allocation qui aide à leur maintien à domicile, et les étudiants ont échappé de justesse à la régression de leur allocation de logement. Et s'il venait à toutes ces bonnes gens l'idée d'épargner quand même, les taux d'intérêts de leur livret d'épargne et autres produits dits "populaires" ont subi une sérieuse décote.

Survient (c'est à n'y rien comprendre, sauf à se conformer une fois de plus au modèle américain) l'annonce

incongrue d'une nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu. Nous l'avons déjà évoquée. En termes très critiques. Ne serait-ce que parce que, une fois de plus, elle permet d'évacuer une réforme fiscale en profondeur. Les contribuables ne sont pas idiots au point de ne pas constater une hausse corrélative d'autres impositions, en particulier des impôts locaux. La décentralisation énoncée en termes "d'expérimentation", qui a trouvé ses limites dans le sort réservé à la Corse, se résume en réalité au bon vieux principe des vases communicants.

On justifie en haut lieu le bien-fondé de ces réductions fiscales par la perspective d'une relance de la croissance. Que rien de tel ne soit survenu à l'aune des mesures antérieures n'effleure pas nos dirigeants. Le mensonge est, décidément, la chose la mieux partagée ! Et il est bien connu que plus il est gros, plus il passe !

En réalité, on observe une faillite de l'État sur toute la ligne : faillite d'un mode de gouvernance, faillite de la notion même de service public puisque l'État, par le truchement des dénationalisations imposées par "Bruxelles", abandonne les unes après les autres toutes ses prérogatives. Aussi bien du côté de La Poste, que d'EDF-GDF, des Télécommunications, des transports aériens (Air France) et ferroviaires, la gestion des services publics est transférée à des intérêts privés dont la recherche du profit maximum est le seul critère de réussite. On a vu comment ce système fonctionne aux États-Unis, en Grande Bretagne et ailleurs : la Californie, puis l'État de New York et une partie du Canada sont périodiquement privés d'électricité, tandis qu'au Royaume-Uni les chemins de fer livrés à des entreprises privées sont en déliquescence.

Quant aux compagnies aériennes, la plupart sont en faillite...

La privatisation n'est pas la panacée, sauf à considérer l'argument pervers qu'elle sert à renflouer le budget de l'État. Qu'est-ce qui différencie la gestion d'une entreprise publique d'une firme privée ? Les critères de bonne et honnête gestion, de démocratie participative, etc. sont communs à tous les secteurs d'activité. Aussi bien EDF-GDF, que les Télécoms, ou encore la Générale des Eaux, furent longtemps des "vaches-à-lait" pour les finances de l'État, lequel y trouvait de confortables réserves pour pourvoir d'autres financements. Elles ont commencé à péricliter dès lors que leurs dirigeants, délaissant la notion de service public pour souscrire aux bienfaits présumés de l'économie de marché, prirent le risque de placements hasardeux, de partenariats douteux, notamment à l'étranger.

Et lorsque par bonheur, l'État veut renflouer l'un de ses plus beaux fleurons en augmentant sa part dans le capital de l'entreprise Alstom, "Bruxelles" met les bâtons dans les roues !

L'ultra-libéralisme n'a pas fini de provoquer des ravages. On le perçoit bien au regard de la montée inexorable du chômage. Hydre à multiples têtes, jamais terrassé !

Vous avez dit "chômage" ?

Un chômage sans chômeurs, puisqu'il n'existe dès longtemps que des "demandeurs d'emplois". Divisés en de multiples catégories, de une à huit : mais chut ! cette statistique-là est réservée à la seule ANPE. Ceux que l'on connaît, qui sont partie prenante du comptage mensuel, "corrigé des variations saisonnières", sont ceux de la catégorie une qui se manifestent spontanément auprès des bureaux de l'UNEDIC, autrement dit des ASSEDIC, parce qu'ils ont "des droits" à faire valoir... du moins l'espèrent-ils.

Les bénéficiaires du RMI (Revenu Minimum Garanti, maintenant du RMA, Revenu Minimum d'Activité) font, statistiquement parlant, bande à part. Ils sont plus d'un million à n'être plus comptabilisés comme "chômeur" - pardon "demandeurs d'emplois", puisque la finalité de leur dossier est l'insertion. Il en est de même de ceux qui sont

précipités dans un plan social, consécutivement à des licenciements pour raison économique, souvent dénommés "licenciements boursiers" qui relèvent du "chômage partiel" géré par le Ministère du travail. Des "cellules de reclassement", animées par les syndicats patronaux, les prennent en charge.

De même, les stagiaires à des titres divers, y compris les signataires d'un CES (Contrat Emploi Solidarité) relèvent d'un recensement particulier, et s'ils bénéficient du statut potentiel de "demandeurs d'emplois", ils ne sont pas catalogués comme "chômeurs".

Finalement, les "exclus" à des titres divers, du "marché" du travail, se situent en France dans une fourchette qui varie de cinq à six millions.

N'y figurent pas non plus les SDF qui n'ont ni la force, ni la volonté de se faire connaître aux organismes officiels, ni bien évidemment, ceux qui s'excluent par eux-mêmes du système.

L'effectif officiellement déclaré des demandeurs d'emploi ne correspond donc pas du tout à la réalité de l'exclusion sociale et de la grande pauvreté. Les fichiers sont très "flexibles" : l'absence de réponse à une convocation, voire même, ce qui est nouveau, à un appel téléphonique entraîne ipso facto la radiation. Plus question de faire partie de ces privilégiés qui peuvent prétendre à une indemnité, c'est-à-dire au pain quotidien.

Les mauvaises langues affirment qu'il existe des chômeurs "heureux", heureux de ne rien faire, de percevoir un "confortable" revenu... pendant que d'autres s'échinent à travailler quelques heures par-ci, quelques jours par-là... pour un salaire de misère. Ces disparités existent certes, mais elles sont amplifiées par les changements profonds intervenus dans la nature même du travail, qui s'oriente toujours vers plus de flexibilité et de précarité.

Il existe enfin des patrons heureux d'avoir précipité leur entreprise dans la faillite ; il y a peu, ils se condamnaient d'eux-même au suicide mais aujourd'hui, il est de mode qu'ils se fassent allouer d'insolentes indemnités.

Exploités, ou ruinés

Aujourd'hui, il est trop facile de délocaliser ses activités dans des pays où la main d'oeuvre, taillable et corvéable à merci, est très bon marché. Les marchandises passent en transit par ces supermarchés de viande humaine : matières premières d'un côté, produits finis de l'autre, sous l'oeil bienveillant des organismes internationaux. S'il ne s'agissait que de cela ! Les agriculteurs sont logés à la même enseigne. L'Europe, et surtout les États-Unis, inondent les marchés mondiaux de leurs productions subventionnées. Les exploitants plus modestes, en Afrique, en Amérique Latine, et ailleurs, sont condamnés à la ruine. C'est tout le fond des furieux débats qui se sont déroulés en septembre à Cancun, au Mexique, voire à Cancon, dans le Lot-et-Garonne. Histoire de promouvoir les excellents produits locaux, pruneaux et noisettes.

Les altermondialistes, comme l'on dénomme aujourd'hui les militants opposés à la mondialisation ultra-libérale, de José Bové à l'association ATTAC, recrutent massivement et tirent à boulets rouges contre les travers du "laissez-faire ! laissez-passer !" planétaire.

Tant il est vrai que l'ultralibéralisme débouche non seulement sur l'approfondissement de la fracture sociale et mondiale entre riches et pauvres, mais que de concentrations en regroupements d'entreprises on se dirige tout droit vers une variante de ce totalitarisme qu'ont rejeté les peuples de l'Est européen.

Constat de faillite

La dénonciation d'une certaine forme de mondialisation et de ses redoutables travers rassemble derrière José Bové jusqu'à l'extrême gauche des effectifs croissants de militants animés d'une foi sans borne et dont le talent s'épanouit en de multiples analyses, aussi brillantes les unes que les autres.

Répétons-le, la critique est facile, mais l'art plus difficile. On est en droit de s'interroger sur quel ordre mondial déboucheront ces multiples manifestations.

Dénoncer les dysfonctionnements de l'actuel désordre social et mondial est nécessaire ; esquisser les perspectives d'un ordre nouveau à bâtir serait plus rassurant.

Est quasiment passée inaperçue, durant l'été, la disparition d'un dénommé Pierre Poujade qui, dans les années 1950, soulevait les petits artisans, agriculteurs et commerçants contre l'invasion programmée des hypermarchés, et drainait vers l'Assemblée Nationale plus d'une cinquantaine de députés, dont un certain J- M Le Pen. Je crains fort que l'aventure bovéiste finisse, hélas, dans une sorte d'évanescence poujadiste, si elle n'est pas étayée par un solide projet de société. Un projet dont nous sommes, à notre manière, porteur à plus d'un titre, mais qui, pour diverses raisons, se heurte hélas, jusqu'à présent, à l'autisme des médias et à l'indifférence coupable des politiques.